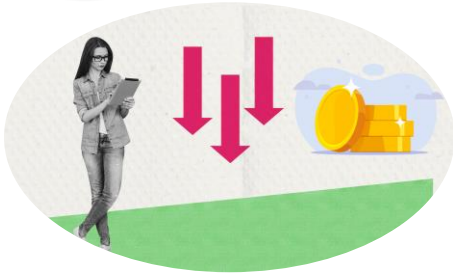


GIPA : Coup de massue pour les fonctionnaires, la CFTC dénonce et exige des actes

© Deagreed - Adobe Stock



Face à la suppression de la GIPA pour 2024 et 2025, la **Fédération CFTC Santé Sociaux** dénonce une atteinte grave au pouvoir d'achat des agents publics. Elle appelle le ministère de la Fonction publique à reconsidérer cette décision et exige la réintroduction de la GIPA ainsi qu'une revalorisation du point d'indice pour garantir des conditions de vie décentes aux fonctionnaires.

La **Fédération CFTC Santé Sociaux** se déclare consternée et n'a pas l'intention de rester silencieuse face à la **suppression de la GIPA pour 2024 et 2025**.

Cette annonce, confirmée par le **ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian**, dans une récente interview, a fait l'effet d'une **onde de choc** parmi les agents publics. La **CFTC** regrette que ce dispositif, **vital pour compenser la perte de pouvoir d'achat** de milliers de fonctionnaires confrontés à une inflation galopante, soit ainsi balayé **sans alternatives de compensation**.

Le « bleu budgétaire¹ » du **Projet de Loi de Finances (PLF) 2025** confirme cette décision, en affichant **l'absence de toute ligne budgétaire dédiée à la GIPA** pour l'année prochaine, confirmant ainsi son abandon pour au moins deux ans.

Pour la **Fédération CFTC Santé Sociaux**, les « **contraintes budgétaires** » évoquées par le gouvernement sont une **justification inacceptable**, qui masque une **politique de rigueur** appliquée **sans discernement** sur des agents publics dont le travail constitue l'**ossature des services publics en France**. La Fédération souligne que les **fonctionnaires, en première ligne** pour garantir les services essentiels dans des domaines comme la **santé, l'éducation, et la sécurité**, méritent des **conditions de vie et de travail respectueuses de leur engagement**. Dans cette optique, la **CFTC** réclame **non seulement la réintroduction de la GIPA**, mais également une **revalorisation urgente du point d'indice** pour aligner les salaires sur le coût de la vie.

Pour la **Fédération CFTC Santé Sociaux**, il est **hors de question de voir les fonctionnaires financer les politiques d'austérité aux dépens de leur propre stabilité économique et de leur dignité**.

La **Fédération CFTC Santé Sociaux** va donc solliciter le **ministère de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'Action publique** pour qu'il reconsidère cette décision. Elle exige un **dialogue constructif** pour étudier des solutions durables garantissant aux agents publics des **conditions salariales décentes et un véritable pouvoir d'achat**.

VOS CONTACTS CFTC :

Sylvie DUSSAN, Secrétaire Générale Adjointe

Tél. : 06.33.55.66.33, Courriel : sdussan@cftc-santesociaux.fr

Guillaume SCHOONHEERE, Secrétaire Général

Tél. : 06.19.96.61.81, Courriel : gschoonheere@cftc-santesociaux.fr

Frédéric FISCHBACH, Président

Tél. : 06.62.06.63.45, Courriel : ffischbach@cftc-santesociaux.fr

QUI SOMMES NOUS ?

La **Fédération CFTC Santé Sociaux** regroupe l'ensemble des **Syndicats CFTC publics et privés des secteurs de la santé, du social, du médico-social et de l'aide aux familles**. Forte de sa longue histoire (1935) et de son engagement constant, elle défend les droits des professionnels de la fonction publique hospitalière, des établissements de santé privés, du secteur médico-social, des travailleurs sociaux, ainsi que des salariés du particulier employeur.

Reconnue pour son expertise et sa proximité avec les réalités de terrain, la **Fédération CFTC Santé Sociaux** milite pour des conditions de travail dignes, la sécurité au travail et la valorisation des métiers essentiels. Fidèle aux valeurs de la **CFTC**, **nous plaçons l'humain au cœur de nos actions**, en favorisant un **dialogue social constructif** et en **déendant les droits et intérêts des agents avec fermeté**. Nous nous battons **pour des solutions durables, respectueuses des travailleurs**, et qui **ne sacrifient jamais la qualité du service public ou la santé des personnels sur l'autel des économies budgétaires**.